

# Novembre 1918

*Le socialisme  
à la croisée des chemins*

Romain Ducoulombier

# Novembre 1918

*Le socialisme à la croisée des chemins*

Romain Ducoulombier

## SOMMAIRE

<b>1918, la crise du socialisme français</b> .....	5
<b>1917-1921 : un monde ouvrier en effervescence</b> .....	11
<b>La révolution est-elle à l'ordre du jour ?</b> .....	16
<b>L'essor du socialisme français interrompu par la guerre et la scission de 1920</b> .....	22
<b>La minorité pacifiste à la conquête du Parti socialiste</b> .....	28
<b>Un parti déchiré par les luttes de tendances</b> .....	38
<b>Une jeunesse révolutionnaire fascinée par un bolchevisme imaginaire</b> .....	46

**Romain Ducoulombier** est agrégé et docteur en histoire, ATER à l'université Paul-Verlaine de Metz.

## INTRODUCTION

### **1918, LA CRISE DU SOCIALISME FRANÇAIS**

En 1918, alors que s'achève la Première Guerre mondiale, le Parti socialiste se trouve à un tournant de son histoire. Né en 1905 sous la dénomination officielle de Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), il s'est engagé en 1914 dans une guerre dont il ne soupçonnait alors ni la durée ni l'horreur. Plusieurs de ses figures prestigieuses, Marcel Sembat, Jules Guesde, Albert Thomas, entrent au gouvernement pour manifester par leur présence la contribution des socialistes à la défense nationale. Quatre ans plus tard, tout a changé. En septembre 1917, le départ d'Albert Thomas a mis fin à la participation ministérielle socialiste. En octobre 1918, la

minorité pacifiste du parti s'empare de sa direction. Constituée officiellement au printemps 1915, cette minorité n'a cessé de se renforcer au fil d'une guerre interminable et meurtrière qui bouleverse le jeu interne de la SFIO. À la fin du conflit celle-ci se trouve donc confrontée à d'immenses défis, non seulement du fait de la crise profonde qu'elle traverse, mais aussi de l'ampleur de la catastrophe qui révèle toute son étendue avec le retour à la paix. Elle ne parvient à y faire face qu'avec de grandes difficultés, au prix de la scission la plus dramatique de son histoire : c'est en effet lors du célèbre congrès de Tours, en décembre 1920, que son unité pourtant récente éclate pour donner naissance à la Section française de l'Internationale communiste (SFIC) – autrement dit au Parti communiste français, même si le sigle PCF n'est devenu officiel qu'en 1943. Le Parti socialiste n'a-t-il donc tiré aucun profit de la victoire militaire de 1918 ? Pourquoi une majorité de militants a-t-elle cru nécessaire d'adhérer en décembre 1920 à une nouvelle Internationale, fondée à Moscou par Lénine en mars 1919 dans le but explicite de rompre avec la Deuxième Internationale et la social-

démocratie ? Répondre à ces questions, c'est avant tout revenir à la source de cette crise multiforme qui s'enclenche à partir de l'hiver 1914-1915 et perturbe pendant près d'une décennie l'histoire de la gauche française.

Cette crise n'est pas propre au Parti socialiste. Elle affecte l'ensemble du mouvement ouvrier français, et en particulier la CGT, jusqu'au milieu des années 1920 lorsque les scissions ont achevé leur travail de démolition et que s'est fixé un nouvel équilibre des forces au sein d'une gauche désormais morcelée. Les années qui séparent la fin de la guerre en novembre 1918, du congrès de Tours en décembre 1920, ne peuvent donc être comprises sans être replacées dans un contexte général profondément instable. Les circonstances ne cessent de déjouer les tentatives successives de consolidation mises en œuvre par la nouvelle et jeune direction de la SFIO. Riche d'événements, cette période a longtemps été considérée comme une séquence particulière, isolée entre la fin de la guerre et la scission socialiste. En fait, ces années prennent vraiment leur sens non seulement à

travers ce qu'elles comportent d'imprévu et d'accidentel, mais aussi comme une étape, un infléchissement significatif dans une catastrophe annoncée mais dont les effets à retardement rendent longtemps impossible la vie socialiste.

C'est en effet à une très profonde crise de son identité, à une réelle crise de conscience que la SFIO se trouve confrontée. Elle ne se résume pas à l'affrontement mélodramatique de personnalités pour la direction de l'appareil, même si ces conflits de personnes ne sont naturellement pas absents. En réalité il s'agit à la fois d'une crise des structures du parti, de la légitimité de son personnel politique, et de l'idée socialiste elle-même, dont les repères hérités de l'ère jaurésienne ont vacillé. Les précautions oratoires avec lesquelles les socialistes se sont engagés à soutenir la défense nationale face à l'invasion allemande en 1914 n'ont pas résisté à la terrible épreuve de la guerre. Cette fragilité ne leur est pas particulière. De l'Irlande en lutte pour son indépendance nationale jusqu'à la Russie bolchevique où s'édifie à partir d'octobre 1917 un nouvel État révolutionnaire, la classe ouvrière et

le mouvement ouvrier sont agités de violents soubresauts. Cette crise, particulièrement difficile pour la SFIO, revêt donc une dimension internationale, à la manière de toutes les grandes fractures révolutionnaires qu'a connues le continent européen depuis 1789 et 1848. Mais à la différence de ces deux révolutions, qui éclatent dans un climat en apparence serein, c'est la brutalité de l'expérience de la guerre de 1914 qui confère à cette époque troublée son caractère radical.

En fait, le socialisme européen dans son ensemble s'est révélé particulièrement vulnérable face aux conséquences du conflit : la Deuxième Internationale, qui regroupait depuis 1889 la plupart des partis socialistes, avait attaché son nom à l'impératif de lutte pour la paix. La mise en échec de cette vocation en 1914 devait faire ressentir ses effets différés mais profonds bien après la fin de la Première Guerre mondiale. Tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, à chaque fois qu'il s'est agi d'« effacer Tours » et de réunifier la gauche communiste et socialiste, cette polémique autour de la « faillite » supposée du socialisme en 1914 a

ressurgi de manière sans doute instrumentalisée mais significative. La « participation » des socialistes à la « guerre impérialiste » a toujours nourri les reproches des communistes à leur égard. C'est l'une des raisons – mineure certes, mais non négligeable – pour lesquelles le Parti communiste est toujours parvenu, au moins jusqu'à l'ère Mitterrand, à perturber le jeu interne socialiste, alors que la réciproque n'est presque jamais vraie. Cette époque nous paraît désormais bien lointaine : comment un parti confronté aujourd'hui à une telle crise a-t-il pu influencer et perturber aussi longuement le jeu du socialisme démocratique ? La réponse à cette question n'est pas écrite d'avance en 1920. Elle tient d'abord à l'histoire ultérieure de la gauche et aux grandes ruptures que sont le Front Populaire et la Libération. Mais le fait que le communisme français est directement sorti du sein du socialisme en 1920, qu'il s'est explicitement présenté dès cette époque comme un socialisme régénéré, plus authentique et plus fidèle à la *mission historique du prolétariat* que son adversaire social-démocrate, est fondamental pour comprendre l'histoire de la gauche française au XX<sup>e</sup> siècle.

## **1917-1921 : UN MONDE OUVRIER EN EFFERVESCENCE**

Si elle commence à inquiéter les esprits au printemps 1915, la crise identitaire socialiste s'aggrave soudainement lorsqu'elle rencontre, à la fin de la guerre, un mouvement social à la fois puissant et durable. Dès l'année 1917, touchant des centres industriels et des personnels d'abord localisés, l'agitation ouvrière s'étend progressivement pour culminer dans la grande grève du printemps 1920, avant de décliner devant ses échecs et ses impasses. Par deux fois, en 1919 et en 1920, plus d'un million de grévistes descendent dans la rue<sup>1</sup>, malgré le vote en urgence de la loi des huit heures le 23 avril 1919. Un mouvement aussi vaste connaît certes des phases de rémission et de durcissement. Mais il constitue à l'évidence une donnée fondamentale de l'instabilité de la situation politique à gauche dans l'immédiat après-guerre.

---

1. 1,1 million en 1919, 1,37 million en 1920.

La classe ouvrière française n'est pas un milieu uniforme. Sa diversité et ses spécificités lui ont été imprimées par une industrialisation plus tardive qu'en Angleterre, mais que la guerre a brutalement accélérée. La particularité de la grande vague de grèves de 1917-1920 est cependant de s'étendre hors du monde ouvrier pour toucher la paysannerie, grande victime du conflit, et traditionnellement rétive à la propagande socialiste. Les femmes ont pour leur part joué un rôle important dans le déclenchement du mouvement, avant que les militants syndicaux, quelles que soient d'ailleurs leurs convictions, ne fassent de la défense des prérogatives masculines au travail un leitmotiv de leur propagande. L'agitation touche ainsi des catégories sociales moins organisées que d'autres professions ouvrières – et ce, même si le taux de syndicalisation en France est bien inférieur à celui que l'on rencontre ailleurs, comme en Allemagne ou en Grande-Bretagne.

Malgré son ampleur, pourtant, ce mouvement social ne débouche jamais sur une véritable grève générale : il est avant tout animé par des revendications salariales,

attisées par les cadences de travail et l'érosion du pouvoir d'achat de certaines catégories ouvrières mobilisées dans les usines de guerre. Après 1918, la peur du chômage suscitée par la crise économique et le recul de l'activité industrielle consécutif à la fin du conflit, vient s'ajouter aux inquiétudes. Le retour à la paix nourrit aussi le besoin revendicatif, la volonté d'obtenir des compensations matérielles et symboliques aux sacrifices consentis.

Cette vaste démobilisation de la main d'œuvre industrielle répond en quelque sorte à la démobilisation des millions de soldats qui regagnent alors leurs foyers. Il existe pourtant un fossé moral entre soldats et ouvriers mobilisés, qui persiste pendant les années 1920. L'opinion combattante, en effet, est très sévère à l'encontre des ouvriers qui sont restés « embusqués » à l'arrière, malgré leur jeune âge et leur bonne condition physique. La réalité est évidemment plus complexe. Après la victoire française de la Marne en septembre 1914, qui stoppe l'invasion allemande, les deux armées s'enterrent dans un réseau fortifié de tranchées. Très vite, cette



véritable guerre de siège exige une mobilisation de toute la nation. D'abord improvisée, la production industrielle est ensuite rationalisée. Les ouvriers spécialisés sont rappelés du front et retournent dans les usines de l'arrière qui tournent à plein régime. La majorité des Français, cependant, n'a pas compris immédiatement le caractère total et industriel du conflit. Elle a d'abord perçu comme des privilégiés ces ouvriers qui échappent au sort des combattants. Ce n'est qu'à partir de 1916, à la suite de l'adoption par le Parlement de lois de récupération de la main-d'œuvre explicitement adoptées pour faire la chasse aux abus, que l'opinion semble mieux tolérer les exigences de la guerre totale. Il est vrai également que certaines catégories d'ouvriers ont pu bénéficier de salaires plus élevés pendant le conflit. Un jugement global cache souvent des inégalités réelles. Mais il est certain que le sentiment d'insécurité d'une main-d'œuvre masculine qualifiée ou semi-qualifiée s'est considérablement accru dès 1917, face à la menace de l'envoi au front, à son remplacement par une main-d'œuvre féminine ou étrangère et à l'érosion de son pouvoir d'achat provoquée par l'augmentation générale des

prix. Le coût du charbon domestique, qui augmente sans cesse du fait de sa rareté et de la multiplication des intermédiaires, bouleverse les budgets populaires. Les ménages sont guettés par la misère, que n'exorcisent qu'à moitié les maigres allocations consenties par le gouvernement. La situation la plus dure est éprouvée par les civils déracinés par l'invasion. Les réfugiés employés dans les usines de guerre pour pallier le manque de bras doivent affronter l'augmentation des loyers provoquée par l'affluence de cette main-d'œuvre déracinée. Malgré le formidable élan d'assistance consenti par toutes sortes d'associations à travers le pays, cette population particulièrement vulnérable est obligée de s'en remettre à la bienfaisance de l'État. Toutes ces difficultés ne disparaissent pas avec la victoire. Elles pèsent pendant de longs mois sur les destinées du pays. Après novembre 1918, le mouvement social évolue, mais la colère, elle, reste : elle s'est nourrie de la guerre.

Les socialistes en ont pleinement conscience. Dans un rapport confidentiel à la direction de la SFIO, le ministre socialiste belge Louis de Brouckère le souligne sans

ambiguïté, dès la fin de 1916 : « En dépit d'un préjugé qui trouve trop souvent son expression dans les rapports officiels, on peut dire que dans l'ensemble des pays alliés, la force de travail est la seule marchandise ou presque dont le prix n'ait pas sensiblement augmenté depuis 1914 ». L'ouvrier mobilisé français ne jouit pas, comme son homologue anglais, d'une « condition légale d'ouvrier de guerre » : « Les soldats industrialisés ont gardé leurs obligations militaires et souvent même continuent à porter l'uniforme. Ils sont en service commandé, passibles des mêmes punitions disciplinaires que s'ils étaient encore sous les armes et ils demeurent soumis à la juridiction du conseil de guerre<sup>2</sup>. » Que faire pour opposer à ce désespoir une solution politique ?

## LA RÉVOLUTION EST-ELLE À L'ORDRE DU JOUR ?

L'un des principaux soucis des directions syndicales et socialistes de cette époque est de parvenir à canaliser ce

2. Archives nationales (AN), fonds Marcel Sembat, 637 AP/49 : Louis de Brouckère, rapport confidentiel, Londres, 16 décembre 1916, p. 23-25

mouvement largement spontané. Mais tous les militants ne s'accordent pas, selon qu'ils sont « réformistes » ou « révolutionnaires », sur la direction dans laquelle il convient de l'orienter. Ainsi certains militants syndicalistes radicaux s'efforcent-ils d'accentuer le caractère pacifiste des grèves et des manifestations du temps de guerre que les plus modérés tentent de contenir dans des limites strictement corporatives. Cet effort contradictoire en dit long sur la complexité de cette agitation : elle n'est que très rarement révolutionnaire et défaitiste, mais n'en contient pas moins un potentiel de révolte violente qui s'exprime dans les mots criés – « À bas la guerre ! » – et les symboles brandis – le drapeau rouge. La police et le gouvernement en sont d'ailleurs tout à fait conscients et la surveillent étroitement, non sans brutalité. Pendant le conflit, les meneurs et les militants syndicaux sont renvoyés au front. Le retour à la paix ne marque nullement une trêve sociale, au contraire. Le premier mai 1919, deux manifestants sont tués à Paris lors d'affrontements avec les forces de l'ordre. Trois nouvelles victimes tombent le premier mai suivant.

Les socialistes ont bien perçu les caractéristiques de cette révolte. Le 14 août 1918, Albert Thomas l'écrit dans *L'Humanité*, qui est encore à cette époque le quotidien phare des socialistes : « D'autres [militants] affirment que la propagande est devenue difficile. Ils nous montrent les sections envahies par des recrues nouvelles, en particulier par les ouvriers des usines de guerre, déracinés, séparés de leur famille, condamnés à dépenser tout leur salaire en des dépenses de vie sans cesse croissantes, tracassés par les contrôles et les inspections, livrés à toute l'incertitude et l'arbitraire des décisions d'un gouvernement qui ne leur fait pas confiance. Et ces ouvriers ne manquent pas d'apporter l'expression de leur mécontentement et de leur colère. Ils ne veulent entendre que les révoltés ». Malgré son action efficace au gouvernement entre 1915 et 1917, Albert Thomas comprend qu'il a perdu l'audience des masses ouvrières dont il s'est pourtant efforcé de préserver au mieux les intérêts. Lui qui n'a jamais embrassé une conception métaphysique du prolétariat, qui l'a toujours envisagé avec des yeux de sociologue et d'économiste au service d'un réformisme bien

compris, s'est heurté ainsi aux conséquences imprévues de la guerre et de la participation ministérielle socialiste à la défense nationale.

Savoir si la révolution est à l'ordre du jour en 1918 est un grand cas de conscience des élites qui dirigent alors le mouvement ouvrier français. Les historiens, par la suite, n'ont cessé d'en discuter, parce que leur manière de penser était encore profondément marquée par les problèmes posés par ces années d'après-guerre. Si on considérait que l'heure était propice, alors le socialisme avait manqué une occasion historique, ce qu'on pouvait indéfiniment lui reprocher. Si par contre, la révolution n'était qu'un mirage, alors les dirigeants modérés avaient eu raison de tirer tous les avantages d'un mouvement inespéré après une guerre interminable. En réalité les acteurs du moment, confrontés à une telle vague de grèves, n'ont pu qu'attendre ou redouter l'irruption du « grand soir ». Un contexte international troublé par l'éclatement de révolutions et de violents affrontements en Russie, en Hongrie, en Bavière et ailleurs, incitait à l'action et à l'inquiétude.

Les socialistes étaient à la fois prisonniers des circonstances et de leur culture politique. Le fait est, pourtant, que les vraies révolutions n'ont éclaté qu'au sein des pays vaincus ou humiliés par la menace de la défaite, à l'instar de l'Italie après le désastre de Caporetto<sup>3</sup>. Elles ont toutes été des révolutions menées par une soldatesque revenue armée du front et décidée, comme l'écrit en 1919 le socialiste menchevique russe Jules Martov, à « remettre de l'ordre » par la violence dans un monde bouleversé par la guerre. La France victorieuse n'a pas connu cet effondrement. Les socialistes français ont donc été touchés par la fièvre révolutionnaire, mais ils en ont pour la plupart ignoré la réalité à la fois exaltante et violente. Pour conserver le contrôle de cette masse de *révoltés sans révolution*, la direction du parti en 1918-1919 a adopté une stratégie étonnante : elle a décidé, non de faire, mais de « préparer la révolution », sans vraiment rompre avec ses pratiques réformistes. Si la SFIO d'avant-guerre avait accepté en son sein les « deux méthodes » – titre d'une

3. L'armée italienne subit une véritable déroute dans le saillant de Caporetto en octobre-novembre 1917, qui n'est enrayée que par l'intervention de l'armée française.

controverse célèbre entre Jean Jaurès et Jules Guesde –, la situation de 1918 rend impossible cette combinaison en soi problématique de la réforme quotidienne et de l'horizon révolutionnaire. La question de la violence, clairement posée par les bolcheviks qui confèrent au parti la mission de la conquête de l'État, bouleverse complètement le fragile équilibre de la synthèse jaurésienne, livrée aux soins de ses héritiers après l'assassinat du leader socialiste le 31 juillet 1914.

Seuls quelques esprits, tels Léon Blum ou Albert Thomas, ont compris que le sens de la guerre n'est pas seulement révolutionnaire : celle-ci comporte pour le socialisme démocratique et le syndicalisme de masse une leçon d'avenir, parce qu'elle confirme que l'État n'est pas seulement une institution d'oppression du prolétariat, comme le veut l'orthodoxie marxiste, mais un levier pour l'organisation rationalisée de la démocratie sociale. Cette leçon, cependant, n'apparaît dans toute sa clarté que pour quelques individus brillants, mais isolés face à l'élan des « masses ». Elle est inaudible en 1920 : la motion dite de

« résistance » menée par Léon Blum au congrès de Tours, même si elle n'est pas seulement inspirée par cette question mais en engage bien d'autres, ne parvient à rassembler qu'une faible proportion de mandats (397 sur 4 731 exprimés lors du vote de la dernière séance du congrès le 29 décembre). Les délégués qui les possèdent, cependant, constituent l'un des noyaux militants de la SFIO reconstituée avec succès après la scission.

### **L'ESSOR DU SOCIALISME FRANÇAIS INTERROMPU PAR LA GUERRE ET LA SCISSION DE 1920**

Les organisations ouvrières se trouvent ainsi en face d'une situation paradoxale : à partir de la fin de la guerre, leurs sections et leurs fédérations désertées pendant le conflit doivent faire face à un formidable afflux de membres. Ceux-ci, souvent jeunes et sans formation socialiste, sont une force à la fois vive et relativement indocile : nourris par une rhétorique ouvriériste et un ressentiment anti-oligarchique à la fois hérités et renforcés par la

guerre, ces nouveaux adhérents contestent la légitimité des anciennes élites du mouvement ouvrier d'avant-guerre, qui n'en sont que plus affaiblies dans leur représentativité. Le succès militant est autrement dit à la fois une source de renouveau et une force de déstabilisation, fait d'autant plus grave que ces adhésions sont souvent précaires et très réactives à la conjoncture. Après 1921, les effectifs syndicaux et communistes reculent vite et fortement, et ce recul n'est pas entièrement dû au désenchantement de la scission. La SFIC, qui rassemble après Tours presque 110 000 des 134 000 membres recensés à la SFIO en octobre 1920, n'en compte plus que la moitié dès 1923. Et cela n'est pas vrai qu'en France : partout en Europe l'agitation ouvrière fléchit après les grandes défaites corporatives et politiques du tout début des années 1920. En revanche, la SFIO reconstituée, exsangue au début de 1921, retrouve sa force militante : en 1924, à la veille de soutenir le Cartel des Gauches, ses effectifs dépassent à nouveau celui du Parti communiste. Dans ce redressement, un mouvement de retour des déçus du bolchevisme a incontestablement joué. Mais ces fluctuations

hiératiques, qui se traduisent finalement par un affaiblissement général de la gauche, montrent à quel point la situation politique d'après-guerre est volatile.

Les graves revers subis par le Parti socialiste et la CGT en 1919 et 1920 contribuent eux aussi à cet affaiblissement. Avant 1914, le Parti socialiste sous la conduite de Jaurès semblait engagé dans une irrésistible ascension électorale et politique. En juillet 1914 il comptait plus de 90 000 militants, contre moins de 50 000 quatre ans plus tôt : ce n'était pas un grand parti de masse, mais malgré tout une force considérable. Il avait par ailleurs remporté plus de cent sièges aux élections du printemps 1914, et se trouvait donc investi de grandes responsabilités politiques : l'ère de la division en chapelles impuissantes et sectaires paraissait s'éloigner définitivement, par la vertu de l'unité laborieusement conquise en 1905. Mais la guerre, en imposant une suspension provisoire de la vie politique normale, interrompt ce mouvement. Si la croissance des effectifs reprend spectaculairement à partir de 1918-1919, pour atteindre plus de 130 000 militants à la veille

de Tours, le Parti socialiste subit une grave défaite électorale en novembre 1919, quand est portée à la Chambre la célèbre majorité patriotique « bleue horizon », appellation inspirée par la couleur de l'uniforme des poilus. Desservie par un mode de scrutin habilement modifié<sup>4</sup>, la SFIO progresse en voix, mais recule en sièges : elle gagne 300 000 voix par rapport à l'élection de 1914<sup>5</sup>, mais perd 34 sièges, pour n'en conserver que 68 sur 613.

Cette situation est un véritable défi pour le Parti socialiste et la CGT. Ces organisations, dont les élites et les adhérents sont à cette époque en majorité d'origine populaire, se dévouent dans leur action quotidienne à la défense des intérêts de la classe ouvrière. Mais l'exercice de ce magistère prolétarien n'est pas facile, il est étroitement borné par les exigences prioritaires de la défense nationale. Pire : les difficultés causées par la guerre sont

4. Le scrutin d'arrondissement est abandonné en 1919 pour une élection au scrutin de liste départementale avec représentation des minorités. La prime à la plus forte moyenne encourageait la coalition en « bloc national ».

5. En fait, un peu plus de 200 000 si l'on défalque les voix récupérées dans les départements recouverts d'Alsace-Lorraine.

bientôt reprochées à l'inaction ou à l'inefficacité supposées des ministres socialistes et des responsables syndicaux qui soutiennent la défense nationale. Marcel Sembat, ministre socialiste des Travaux publics d'août 1914 à décembre 1916, est l'objet des rumeurs les plus extravagantes : il est ainsi soupçonné d'être le gendre du grand marchand de charbon Bernot, dont il favoriserait les intérêts en augmentant les prix de détail ! Même si ces rumeurs sont fantaisistes, elles n'en ont pas moins un effet redoutable sur la légitimité des cadres installés à la tête du parti. Albert Thomas, secrétaire d'État aux Munitions puis ministre de l'Armement jusqu'en septembre 1917, est l'objet d'un immense ressentiment qui n'est pas sans expliquer son choix d'embrasser une carrière internationale après 1920 : le bouc émissaire qu'il est devenu quitte la France pour la Suisse et les bureaux du Bureau international du travail (BIT). Dans tout le mouvement socialiste, l'autorité des vieux militants est violemment contestée par une jeunesse révoltée. « Notre sagesse donne envie de dormir », conclut amèrement l'ancien ministre Marcel Sembat, que le jeune Paul Vaillant-Couturier devait accuser au congrès

de Tours d'avoir trahi le socialisme à qui il avait voué le plus clair de sa vie.

Ce discrédit profite à deux forces bien distinctes. À Clemenceau d'abord, qui devient président du Conseil en novembre 1917, après avoir mené pendant des mois une campagne acharnée contre ceux qu'il accuse de saboter la mobilisation. Léon Blum, chef de cabinet de Marcel Sembat, en est l'une des victimes. Journaliste prolifique avant 1914, Léon Blum n'a pas cru nécessaire d'interrompre son travail de critique littéraire pendant le conflit, ce que lui reproche Clemenceau avec autant de flair que de cruauté, raillant les « absences inévitables d'un chef de cabinet écrasé sous le poids des locomotives, en consacrant ses loisirs à la critique hebdomadaire des pièces de théâtre<sup>6</sup>. » Mais au sein de la SFIO, comme à la CGT, une autre force en tire profit : la minorité pacifiste révolutionnaire. Elle est bien moins représentative de l'opinion que ne l'est Clemenceau, mais elle occupe un rôle décisif

---

6. Georges Clemenceau, « Idéalisme et réalisation », in *L'Homme enchaîné*, 15 novembre 1916.

dans le processus des scissions à venir. Son histoire, particulièrement complexe, est la clef pour comprendre la crise que subit le Parti socialiste pendant la guerre.

### **LA MINORITÉ PACIFISTE À LA CONQUÊTE DU PARTI SOCIALISTE**

Par minorité il faut entendre l'ensemble des militants socialistes et syndicalistes qui, à un moment ou à un autre du conflit, manifestent une forme politisée de refus de la guerre. Ce noyau, d'abord réduit à quelques individus, ne cesse de grandir jusqu'à s'emparer de la direction du Parti socialiste en 1918, pour devenir une « néo-majorité ». Ce n'est pas un groupe homogène : il se divise entre une minorité modérée, menée par Jean Longuet, et une minorité plus radicale, proche des milieux syndicalistes révolutionnaires, où militent de jeunes gens comme Boris Souvarine. Unie dans la conquête du parti par l'intérieur, la minorité révèle ses profondes divisions au congrès de Tours : elle éclate lorsque les bolcheviks refusent à

Jean Longuet, qu'ils considèrent comme un réformiste déguisé, le droit d'adhérer au nouveau parti communiste. Cette exclusion spectaculaire lui a porté un coup fatal. Elle se dissout progressivement dans les querelles et les exclusions qui se multiplient au sein de la SFIC jusqu'en 1925. Pourtant, malgré cet échec final, c'est elle qui joue les premiers rôles au sein de la gauche entre 1917 et le début des années 1920.

Cette minorité ne prend vraiment conscience d'elle-même qu'à partir du début 1915. La guerre devait être courte, comme l'ont cru l'opinion et les chefs socialistes avant 1914. Même chez ceux qui, comme Marcel Sembat ou Jean Jaurès, avaient entrevu la menace d'une guerre meurtrière et généralisée, l'idée que le conflit serait de courte durée allait de soi : « C'est le corps à corps rapide qui décide en quelques instants la valeur de deux champions, soumis depuis des années à un entraînement méthodique », écrit ainsi Marcel Sembat en 1913<sup>7</sup>. En

---

7. Marcel Sembat, *Faites un roi sinon faites la paix*, Paris, éd. Marcel Rivière, 1913, p. 29.



fait de corps à corps, c'est une longue guerre de positions qui s'installe pour quatre ans après le coup d'arrêt de la Marne, en septembre 1914. Avec la désillusion du premier hiver de guerre, la question de la nature de la participation socialiste à la guerre est posée. La minorité en endosse la responsabilité politique.

À cette date, la minorité au sein du Parti socialiste n'est encore presque rien : elle ne possède même pas un début d'organisation. Quelques militants, au nom de leurs principes d'avant-guerre, protestent d'abord par le silence, puis par la démission de leurs responsabilités contre le soutien apporté par leurs organisations à la défense nationale. Cette poignée d'hommes, comme le syndicaliste Pierre Monatte, plie l'échine devant la mobilisation, mais ne rompt pas avec ses convictions d'avant-guerre. Progressivement la minorité s'étoffe et s'organise en petits foyers militants, qui se groupent autour de Jean Longuet et de Paul Faure et publient un manifeste en mai 1915. Les syndicalistes, comme Alphonse Merrheim, imposent une ligne critique et pacifiste aux organisations qu'ils dirigent dans la métallurgie et

le bâtiment. Ces militants se trouvent rapidement confrontés non seulement à l'effort d'endigement de la majorité, mais aussi à l'hostilité de l'opinion, facilement mobilisée contre leur supposé « défaitisme ».

Les minoritaires, à l'exception de quelques éléments anarcho-syndicalistes ouvertement antipatriotes, ne sont pourtant pas défaitistes. Ils prennent la parole pour préserver ce qu'ils estiment être l'identité socialiste – c'est-à-dire une part de *leur propre identité*. Ils ressentent comme une menace le ralliement inconditionnel du parti à la défense nationale, où semble se dissoudre lentement l'originalité de leur idéal. Cette crainte légitime se nourrit des circonstances et des conséquences dans lesquelles ce ralliement a été obtenu. La décision prise par l'état-major socialiste de soutenir l'effort de guerre est l'événement clef qui commande l'histoire de la gauche jusqu'au Front Populaire. Elle n'a pas alors été contestée, mais au contraire acceptée par la quasi-unanimité des membres de la SFIO. La France socialiste accepte de remplir son devoir et se mobilise pour la défense du pays contre l'invasion allemande.

Ce consentement est obtenu « en raison des causes qui l'ont motivé », selon les termes de l'antimilitariste Roger Cibot, dans une lettre à Marcel Sembat le 1<sup>er</sup> septembre 1914<sup>8</sup> : le ralliement de la quasi-unanimité des socialistes à la défense nationale s'explique d'abord par la manière dont ils conçoivent les responsabilités internationales dans le déclenchement du conflit et l'action du gouvernement français. Ce n'est pas à une guerre de conquête et d'agression qu'ils souscrivent, mais à une guerre défensive menée contre une invasion « barbare », dans le but de détruire le « militarisme allemand ». C'est pourquoi la minorité, quand elle se constitue, attaque le consensus imposé par l'Union sacrée et la direction du parti sur la question des responsabilités du conflit et les buts de guerre du gouvernement. Selon les minoritaires, qui se réclament d'une interprétation spécifique de certains discours de Jaurès, en particulier celui qu'il prononce à Vaise le 25 juillet 1914, la France n'est pas entièrement exempte de responsabilités dans le déclenchement du conflit. Dans ces conditions ce

---

8. AN, fonds Marcel Sembat, 637 AP/49.

n'est pas la « guerre jusqu'au bout » qu'il faut mener, mais la paix qu'il faut rechercher pour faire cesser un conflit dans lequel toute l'Europe a joué sa part. L'autre angle d'attaque de la propagande minoritaire socialiste concerne les buts de guerre : quel sort le gouvernement entend-il réserver à l'Alsace-Lorraine ? Ses ambitions dépassent-elles le recouvrement de ces provinces pour viser la Sarre et la rive gauche du Rhin ? Le gouvernement soutient-il les buts de guerre agressifs du tsarisme, régime rétrograde allié de la République ? Ces questions, agitées par la minorité, s'imposent progressivement dans le débat public, malgré la censure officielle qui les frappe. Le principe qui habite en profondeur les idées des minoritaires, au-delà de leurs divergences politiques, c'est la paix, bien plus que la révolution. Or, il faut bien reconnaître qu'une fois l'illusion d'une guerre courte dissipée, cet appel à la paix des peuples est susceptible de gagner à lui un nombre croissant de sympathies.

Ni la majorité ni la minorité ne sont des groupes unis et cohérents. À vrai dire, la « majorité » n'a pas choisi

d'exister<sup>9</sup>. C'est la minorité qui, en se dotant de son manifeste en mai 1915, la contraint à s'identifier comme la tendance du parti qui soutient le principe de la « guerre jusqu'au bout », jusqu'à la victoire. La ligne officielle de la SFIO selon Jules Guesde – leader historique du socialisme marxiste français métamorphosé en 1914 en ministre sans portefeuille – affirme que la guerre est une « parenthèse » dans la lutte des classes. Le socialisme ne peut être préservé que si la nation demeure indépendante : les socialistes, par conséquent, doivent accepter de mener jusqu'à son terme, et « quelque sang qu'elle puisse coûter<sup>10</sup> », une guerre qui leur a été imposée. La participation ministérielle socialiste, du même coup, n'en est pas vraiment une : les socialistes n'ont participé aux gouvernements d'Union sacrée qu'en raison des circonstances exceptionnelles dictées par l'invasion allemande d'août 1914. Certains militants au front partagent cette conception, non sans un certain désespoir. C'est le cas du

9. Vincent Chambarlhac, Romain Ducoulombier (dir.), *Les socialistes français et la Grande Guerre. Ministres, militants, combattants de la majorité, 1914-1918*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2008.

10. Institut international d'histoire sociale (IIHS) d'Amsterdam, fonds Jules Guesde, 467/1 : lettre de Jules Guesde à Jules Pennequin, novembre 1915.

jeune Jean Texcier, alors âgé de 26 ans. Employé au ministère du Commerce, Texcier est entré à la 5<sup>e</sup> section de la SFIO en 1909. Réformé en 1914, il s'engage volontairement, puis est blessé grièvement en Champagne. Cette dure expérience de la guerre, pourtant, ne devait pas le détourner de son devoir, ni du Parti socialiste après 1920. Il écrit ainsi à l'une de ses correspondantes le 13 juin 1916 : « J'avais [...] rêvé d'un autre combat ! Celui-ci nous a été imposé. Je ne crois pas devoir le saboter. Je crois que nous ne devons pas le saboter. Comme vous je pense qu'il ne sortira rien de bon de cette guerre. On ne crée pas la Démocratie et la Liberté à coups de canon. Nous devons choisir entre deux maux : la Défaite ou la Victoire. Sans doute l'une et l'autre auront figure semblable. Ce sont les deux sœurs exsangues mais il n'est pas paradoxal de dire que la cause du peuple perdra moins à la victoire des Alliés qu'à celle des Empires Centraux<sup>11</sup>. »

11. Office universitaire de recherche socialiste (OURS), fonds Jean Texcier, 7 APO 2 : lettre de Jean Texcier à Mme Michel Alexandre, 13 juin 1916.

La fiction, même plausible, de la parenthèse ministérielle ne résiste pas cependant à la brutale réalité de la guerre. La direction du Parti socialiste s'est associée, même à son corps défendant, à la défense nationale. Son « jusqu'aboutisme » devient à partir de 1917 un thème récurrent de la propagande minoritaire pour en saper la légitimité. En fait, la guerre représente pour le socialisme français une seconde crise ministérielle. En 1899, l'entrée d'Alexandre Millerand au gouvernement avait provoqué de graves dissensions dans le monde socialiste alors divisé. L'unité de 1905 s'était nouée autour de quelques dogmes imposés par les guesdistes, soucieux de dresser des garde-fous autour de l'orthodoxie marxiste et anti-bourgeoise du parti : le refus du vote des crédits de guerre – un « rite », selon Jaurès, qui permettait de distinguer les « bons des méchants socialistes<sup>12</sup> » – et surtout le refus de la participation ministérielle à un gouvernement « bourgeois ». En août 1914, ces dogmes sont transgressés par ceux-là mêmes qui les avaient rigidelement imposés.

---

12. Jean Jaurès, « Vaines prétentions », in *La Petite République*, 2 avril 1901.

Ce renoncement, circonstanciel pour ceux qui en prennent la responsabilité, est perçu comme une véritable trahison par les minoritaires les plus engagés. Une circulaire diffusée à la fin de 1916 par le Comité de la reprise des relations internationales (CRRI), qui regroupe le petit état-major des minoritaires, dénonce en termes violents le ministérialisme : « [Les] dirigeants socialistes en France [...] se sont faits les auxiliaires les plus aveugles et les plus acharnés de la guerre à outrance, oubliant toutes leurs déclarations, tous leurs principes, tous leurs engagements d'avant-guerre. Et tout cela sous le prétexte de défense nationale, défense qu'ils sont impuissants à assurer en face d'une guerre qui anéantit et engloutit dans un abîme de sang et de feu à la fois vainqueurs et vaincus ! C'est donc pour rien que les "majoritaires" socialistes ont pratiqué pendant deux longues années une scandaleuse politique d'abdication socialiste et républicaine<sup>13</sup>. » L'anti-ministérialisme militant hérité d'avant-guerre est une dimension inséparable du pacifisme de la minorité.

---

13. OURS, « fonds de Moscou » de la SFIO, 2/2 : circulaire de la section socialiste du CRRI.

## UN PARTI DÉCHIRÉ PAR LES LUTTES DE TENDANCES

Rétrospectivement, avec la pleine conscience que nous avons acquise de la catastrophe de 1914, le pacifisme de la minorité semble toujours exprimer le juste combat. Mais ce jugement moral ne permet pas de comprendre les enjeux dramatiques de la guerre et de ses conséquences. La majorité, en effet, n'a pas été balayée par la propagande pacifiste, bien au contraire. Jusqu'à la fin de la guerre elle a montré une grande capacité de résistance au harcèlement des minoritaires. En affirmant la nécessité de la victoire de l'Entente, sans jamais relâcher la pression sur le gouvernement pour le contraindre à sauvegarder les apparences d'une guerre strictement défensive, la majorité épouse le sentiment de l'opinion française en général, et pas seulement socialiste. Il faut « tenir » malgré les sacrifices et les privations imposés par le conflit. Les élections de novembre 1919 sont d'ailleurs une défaite plus sévère pour les anciens députés minoritaires que pour leurs homologues majoritaires : le socialisme

patriotique permettait de conserver son siège plus sûrement que l'engagement pacifiste. En fait, la minorité a perdu une partie de sa raison d'être avec la victoire. Elle qui prônait avec courage pendant la guerre la paix par l'entente internationale, se voit imposer la paix par les armes. Raoul Verfeuil, militant très actif de la minorité, le constate amèrement en avril 1919 : « Nous traînons après nous le boulet de la victoire<sup>14</sup>. »

La majorité cependant est elle-même divisée sur le caractère circonstanciel ou non de la participation au gouvernement. À sa droite en effet, une frange significative de députés et de militants introduits dans les ministères estime que le socialisme doit rompre avec son anti-ministériisme dogmatique d'avant-guerre. C'est pourquoi la première scission que subit la SFIO d'après guerre ne se produit pas en décembre 1920, mais en octobre 1919, quand un petit groupe de députés qui vote les crédits de guerre en contre-vent avec la nouvelle ligne officielle du parti fait

---

14. AN, F7 15957/2 : congrès national extraordinaire de la SFIO, 22 avril 1919.

dissidence et crée le Parti socialiste français. Regroupés dès juillet 1918 autour du journal *La France Libre*, ils n'hésitent pas à proclamer « La Patrie avant la Vie ! La France avant tout ! », non sans associer le nom de Jaurès à leur petite formation. Pour les chefs de file de la majorité, Marcel Sembat, Jules Guesde et Albert Thomas, cette droite devient compromettante lorsqu'elle transforme en dogme l'exception de la participation ministérielle de 1914.

L'éclatement du Parti socialiste en tendances n'est pas une nouveauté créée par la guerre. Mais le durcissement des affrontements politiques rend leur coexistence de plus en plus difficile. La représentation proportionnelle des tendances, adoptée comme principe d'organisation interne avant-guerre, devait en principe permettre l'expression de toutes les nuances du projet socialiste. Léon Blum, dans son célèbre discours du congrès de Tours, a défendu cette institution garante des libertés du militant-citoyen contre le centralisme bolchevique. Elle s'est perpétuée ainsi dans la SFIO reconstituée après 1920, pour devenir avec le temps un marqueur distinctif de l'existence

militante socialiste. Mais la guerre radicalise le jeu des tendances. La tentation de la scission ne cesse d'être évoquée. Victor Méric, minoritaire socialiste convaincu, l'affirme sans ambages en décembre 1918 : « Voilà quatre ans que nous sommes en lutte avec les majoritaires et nous n'avons obtenu aucun résultat appréciable. Nous devons nous séparer de ceux qui travaillent contre les intérêts du travailleur en pactisant avec les gouvernants et la classe bourgeoise<sup>15</sup>. » Le désir d'épurer le parti de ses mauvais bergers et de ses soi-disant traîtres s'exprime ouvertement.

Cette ardeur épuratrice est conforme à la nature de la minorité, qui se pense comme une relève du personnel politique socialiste compromis à ses yeux dans l'Union sacrée. Cette relève est dirigée par de jeunes militants révélés par la guerre et propulsés à d'importantes responsabilités. Ainsi, en 1918, Louis-Oscar Frossard devient à 29 ans le secrétaire général de la SFIO, en remplacement de Louis Dubreuilh installé à ce poste depuis 1905. L'histoire du

---

15. AN, F7 13372 : rapport d'ensemble sur la propagande pacifiste en France (1918).

socialisme français connaît d'autres tentatives de relève politique. Dans l'entre-deux-guerres, le néo-socialisme ou le groupe « Révolution constructive » de Georges Lefranc sont à leur manière des tentatives de relève politique et doctrinale du Parti socialiste, soldées par la scission ou la dissidence intérieure. La minorité de guerre, elle, opère une relève politique réussie. Même si cette réussite est obtenue au prix d'une alliance temporaire avec les éléments modérés de l'ancienne majorité, comme Marcel Cachin, les minoritaires sont parvenus à conquérir le parti de l'intérieur, grâce à une solide organisation de fraction, constituée autour du journal *Le Populaire de Paris* à partir de mai 1916.

Cette jeune relève entend restaurer, régénérer l'idéal et les pratiques socialistes, malmenés par la guerre. Reste cependant à concevoir un projet concret et une méthode politique qui permettent d'y parvenir. Là commencent les difficultés. Comment rendre au parti son identité socialiste, sans rompre son unité ? Comment succéder à Jaurès ? Dès la fin de 1917, le bolchevisme de Lénine,

parvenu au pouvoir en Russie, y prétend. Considéré d'abord avec méfiance, voire avec hostilité, le « bloc » doctrinal bolchevique, ainsi que le désignait Léon Blum avec une grande perspicacité, est parvenu progressivement à s'imposer à l'imagination d'une majorité de jeunes militants français qui votent à Tours en décembre 1920 l'adhésion à la Troisième Internationale.

Le bolchevisme n'a jamais été perçu d'une manière pure et parfaite, ni sous la forme d'une doctrine livresque. Au contraire : la jeunesse socialiste de l'époque s'invente un bolchevisme. Elle le compose à partir de ce qu'elle lit, de ce qu'elle entend des militants revenus de l'Est, des rumeurs qui circulent. Elle mêle le vrai et le faux, l'imaginaire révolutionnaire et les slogans de la propagande bolchevique pour façonner un idéal aux dimensions du problème qu'elle veut résoudre : la crise de conscience du socialisme français. Le bolchevisme, qui semble et prétend d'ailleurs réaliser en Russie le rêve révolutionnaire marxiste, n'est pas encore une expérience clairement identifiée. Sa légende se nourrit des rumeurs à l'aide desquelles les révolutions

cheminent<sup>16</sup>. La plupart des socialistes ont sincèrement cru, jusqu'aux mois qui suivent le congrès de Tours, que les bolcheviks allaient adapter les conditions qu'ils avaient imposées à l'adhésion à la Troisième Internationale. Il a suffi que la SFIC commence à fonctionner pour que toutes ces illusions se dissipent progressivement. Comprendre la manière dont le bolchevisme s'est imposé en France comme doctrine d'organisation politique est donc un problème majeur de méthodologie historique. En fait, ce n'est pas à une greffe ponctuelle, mais à un transfert graduel que nous avons affaire. Dès lors qu'il quitte la Russie de Lénine, le bolchevisme subit en effet une série de déformations successives qui en altèrent le sens, au fil des interprétations plus ou moins erronées dont il est l'objet. Il est évident que le Parti communiste tel qu'il existe en 1925 n'est plus conforme à l'image qu'en avaient conçue les jeunes hommes qui l'ont créé en décembre 1920.

Il ne faut jamais perdre de vue, en effet, que le communisme a été en France fondé par une jeune génération socialiste.

16. C'est à Alexis de Tocqueville que nous empruntons cette expression : Alexis de Tocqueville, *Souvenirs*, Paris, éd. Gallimard, coll. « Folio », 1964, p. 110.

À ses yeux, le bolchevisme représente un nouvel *idéal du servir* appelé à remplacer les doctrines jugées obsolètes du mouvement ouvrier français d'avant-guerre. Il repose sur une éthique ascétique et sacrificielle qui exige le don de soi. Le révolutionnaire n'est qu'en tant qu'il se dépouille de ce qu'il a<sup>17</sup> : cette maxime est au cœur de la fascination du militantisme communiste, qui se prolonge bien au-delà des années 1920, et c'est cette génération toute disposée à se donner qui l'adopte alors. Le militant est grand par la qualité de ses œuvres autant que par l'intensité de sa souffrance. La révolution n'est pas qu'un but, elle est un mode de vie. Cet idéal du service, cependant, ne dépend pas d'une morale personnelle ou d'une utopie socialiste à soi : le militant se met *au service du parti*, dont l'intérêt tient lieu de morale. Sans doute cette génération sous-estime-t-elle complètement la rigueur avec laquelle les bolcheviks s'apprentent à imposer cette « discipline de fer » au sein de cette nouvelle formation. Mais il est clair qu'elle est séduite par un Parti socialiste épuré du « réformisme », discipliné et intransigeant.

17. Mona Ozouf, *L'Homme régénéré. Essais sur la Révolution française*, Paris, éd. Gallimard, 1989, p. 122.



## CONCLUSION

### UNE JEUNESSE RÉVOLUTIONNAIRE FASCINÉE PAR UN BOLCHEVISME IMAGINAIRE

Cette séduction pour un bolchevisme imaginaire est la principale raison pour laquelle les socialistes ont en majorité décidé d'adhérer à la Troisième Internationale bolchevique au congrès de Tours. Les circonstances ne sont pas seules en cause. C'est toute une jeunesse socialiste qui se porte vers un idéal dans lequel elle investit ses espoirs et ses fantasmes. Passée par l'école de la guerre, elle n'envisage pas le bolchevisme comme une tradition tout à fait particulière de la social-démocratie européenne renouvelée par une pratique violente de l'exercice du pouvoir. Elle le considère au contraire comme une source d'inspiration et une doctrine à la fois familière et radicale, et lui offre son dévouement, après qu'il est parvenu à survivre plus longtemps que la Commune aux « assauts de la bourgeoisie ». Elle ne comprend pas que

le bolchevisme est une idéologie défendue et incarnée par un État, doté de moyens en hommes et en argent considérables, sans commune mesure avec les maigres ressources du Parti socialiste d'avant-guerre. Prise dans l'engrenage des épurations vertueuses, l'organisation qu'elle imagine fonder à Tours doit redevenir le « vrai » Parti socialiste, qui a dévié de la voie historique que le service du prolétariat lui avait tracée. Le nom de baptême de ce nouveau mouvement est significatif : il s'appelle encore, pendant quelques mois, « Parti socialiste, Section française de l'Internationale communiste ». Ce qui s'y passe après 1920 est hors de notre propos. Mais comprendre le caractère de cette génération socialiste unique en son genre nous replace à la source de l'affrontement fratricide qui devait diviser la gauche pendant plus d'un demi-siècle.

LES ESSAIS DE LA FONDATION JEAN-JAURÈS  
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : GILLES FINCHELSTEIN  
RÉDACTEUR EN CHEF : LAURENT COHEN

CONCEPTION MAQUETTE : A&CO - IOW  
RÉALISATION : B&A

FONDATION JEAN-JAURÈS  
12 CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS  
TÉLÉPHONE : 01 40 23 24 00  
TÉLÉCOPIE : 01 40 23 24 01  
COURRIEL : [fondation@jean-jaures.org](mailto:fondation@jean-jaures.org)  
SITE INTERNET : [www.jean-jaures.org](http://www.jean-jaures.org)

Romain Ducoulombier

## Novembre 1918

1918 : la France sort victorieuse de la Première Guerre mondiale. Mais ce conflit meurtrier n'a rien laissé intact.

Le Parti socialiste, rallié en 1914 à la défense nationale, se trouve confronté quatre ans plus tard à une crise profonde de son identité ébranlée par le choc d'une guerre brutale.

C'est l'histoire de cette crise que Romain Ducoulombier nous raconte ici. Elle aboutit à l'éclatement du socialisme et à la naissance du communisme en France : une rupture traumatique, dont nous sommes encore les héritiers.

[www.jean-jaures.org](http://www.jean-jaures.org)